

## Les comptes 2013 provisoires de l'agriculture en Pays de la Loire Un revenu moyen en baisse avec des évolutions contrastées selon les productions

En 2013, le résultat courant avant impôt moyen par actif non salarié des moyennes et grandes exploitations ligériennes baisserait de 18 % (en euros constants) pour se replier à 26 700 €, malgré une amélioration des prix du lait et de la viande. La baisse significative des prix des céréales et des oléagineux conjuguée à de moins bons rendements, la chute du prix des œufs et un prix moyen de l'aliment plus cher encore qu'en 2012, contribueraient pour une grande part à la dégradation du revenu moyen ligérien. Seules les exploitations viticoles ou spécialisées en arboriculture fruitière verraient leur revenu s'améliorer.

### Avertissement

Les indicateurs de revenu présentés dans cette publication portent sur l'année civile 2013. Ils sont le fruit d'estimations qui sont par nature fragiles (voir méthodologie « Un système d'information sur le revenu fondé sur le Rica » p. 4). Ces résultats, exprimés en euros constants, restent provisoires. Les chiffres définitifs issus du Rica ne seront connus qu'en décembre 2014, ce qui pourra engendrer des révisions.

### La mauvaise campagne céréalière impacte fortement les revenus agricoles ligériens

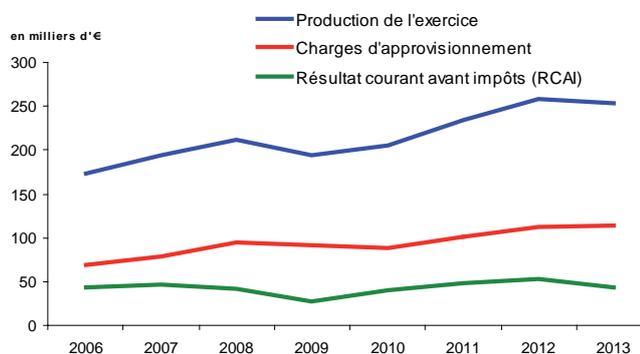
En 2013, après trois années de hausse, le résultat courant avant impôt (RCAI) par unité de travail annuel non salariée (Utans) des moyennes et grandes exploitations ligériennes se replierait de 18 % (contre 19 % en France) pour s'établir à 26 700 €. L'évolution du revenu, mesurée en moyenne triennale, resterait cependant positive en Pays de la Loire (+ 2 %) contrairement au niveau national (- 3 %). Le revenu triennal régional par actif non salarié s'élèverait ainsi à 29 800 €, soit 13 % au-dessus du revenu moyen de la décennie.

Le résultat serait en baisse dans toutes les orientations, excepté en viticulture et en arboriculture fruitière, productions affectées, lors de la campagne précédente, par des aléas climatiques.

En Pays de la Loire, les revenus moyens peuvent masquer de grandes disparités. L'agriculture ligérienne cumule, en effet, une double spécificité : la diversité des productions et l'importance des exploitations combinant plusieurs ateliers (1). Selon les productions, les indices de prix et de volumes peuvent s'avérer stables ou évoluer soit à la hausse, soit à la baisse. Ainsi, comparativement à 2012, l'année civile 2013 est marquée par un repli significatif des prix des céréales et oléagineux, une hausse des prix du lait et de la viande et une chute des cotations des œufs de consommation.

### En 2013, la valeur de la production fléchit tandis que les charges augmentent

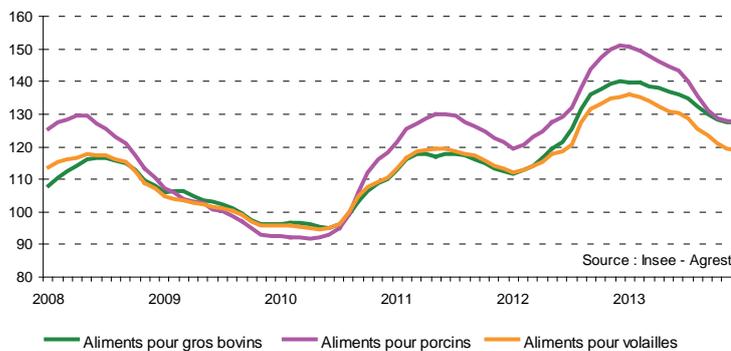
Valeur moyenne par exploitation (moyennes et grandes) en Pays de la Loire en milliers d'euros



Source : Agreste - Indicateurs régionaux de revenu de l'agriculture

### Des aliments plus chers en 2013 malgré des prix en baisse

IPAMPA - Indice des prix d'achat des moyens de production agricole en Pays de la Loire - Base 100 en 2010 (moyenne annuelle)



Source : IPAMPA

Du côté des charges, la moyenne de l'indice général des prix des moyens de production agricole (IPAMPA) affiche une

hausse plus tempérée qu'au cours des deux exercices précédents (2,2 % en 2013 contre 3,3 % en 2012 et 9,3 % en 2011). Le

1 : pour en savoir plus, voir les publications relatives à la typologie des exploitations agricoles ligériennes sur <http://draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr/Typologie-des-systemes-d,442>

prix des engrais et la facture énergétique suivent la baisse des cours mondiaux des produits pétroliers tandis que le prix des aliments concentrés, bien qu'ayant continuellement baissé en 2013, ressort en hausse

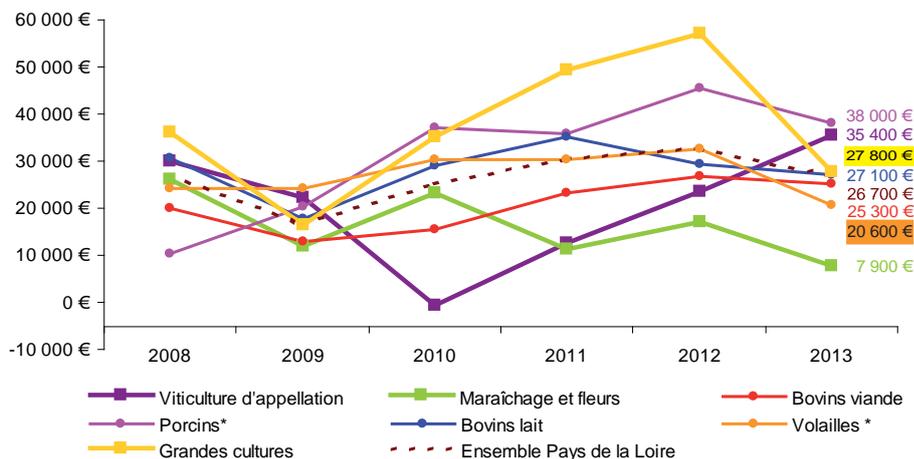
notable par rapport à 2012. L'année 2013 a en effet débuté avec un prix record de l'aliment concentré. Estimée par le rapport excédent brut d'exploitation/chiffre d'affaires, la rentabilité

moyenne des exploitations des Pays de la Loire, régresserait quant à elle de 3 % pour s'établir à 33 %. Elle était de 40 % en moyenne entre 2000 et 2006.

## Le revenu des éleveurs laitiers baisse malgré un prix du lait plus favorable

Sur l'année civile 2013, les éleveurs laitiers bénéficient d'une amélioration des prix du lait et de la viande mais sont par ailleurs confrontés à des coûts en aliments concentrés encore élevés et surtout à une moins bonne valorisation des cultures céréalières liée à la chute des cours. Dans cette orientation technico-économique (OTEX), la part des céréales et oléagineux dans la valeur totale de la production représente, en effet, environ 15 %. En conséquence, les gains peinent à compenser les pertes. Le revenu moyen des exploitations laitières baisserait finalement de 7 % pour s'établir à 27 100 € par actif non salarié (Utans) contre 29 000 € en 2012. La baisse de revenu serait moindre chez les éleveurs laitiers de Loire-Atlantique et de Mayenne en raison d'une part plus faible de céréales et oléagineux dans la valeur totale de la production.

### Le RCAI moyen par Utans des exploitations ligériennes perdrait 18 % en 2013



\* : pour les exploitations spécialisées en production porcine ou avicole, le calcul du revenu provisoire repose sur l'échantillon national du RICA.

Source : Agreste - Indicateurs régionaux de revenu de l'agriculture

Le revenu triennal par Utans s'éroderait quant à lui de 2 % (30 500 €) mais demeure-

rait 13 % au-dessus du revenu moyen des dix dernières années.

## Chez les producteurs spécialisés en bovins viande, l'augmentation des charges et la moins bonne conjoncture végétale annulent les effets de la bonne tenue des prix de la viande bovine

A la faveur de cotations 2013 plutôt bien orientées, les produits animaux des exploitations bovines progressent mais cela ne suffit pas à compenser la baisse des produits végétaux et l'augmentation des charges. De ce fait, le revenu régional dégagé par les producteurs spécialisés de viande bovine se replierait de 6 % par

rapport à celui de 2012. Le RCAI régional moyen par actif non salarié s'élèverait ainsi, en 2013, à 25 300 € soit une valeur comparable au revenu moyen des trois dernières années (25 100 €). Ces producteurs spécialisés dégageraient donc un revenu courant avant impôt parmi les plus faibles, à l'image des années précédentes et du

niveau national. Les exploitations spécialisées en viande bovine possèdent en général une dimension économique modeste, mobilisant des surfaces fourragères, notamment herbagères, importantes au sein de la surface agricole utile (SAU).

## Maintien du revenu chez les éleveurs combinant lait et viande bovine

Comparativement aux exploitations spécialisées en bovins viande, les exploitations bovines mixtes bénéficient d'une complémentarité des productions et possèdent une dimension économique deux fois plus importante pour seulement 45 %

d'unités de travail en plus. Leur part plus faible de grandes cultures dans la valeur de la production de l'exercice (8 % contre 13 %) fait qu'elles sont par ailleurs moins impactées par la baisse des cours des céréales et oléagineux. En conséquence, le

RCAI moyen par actif non salarié de ces exploitations bovines mixtes devrait rester stable en 2013 (30 500 € contre 30 600 € en 2012). Leur revenu triennal s'établirait à 30 700 €, soit 16 % au-dessus du revenu moyen de la dernière décennie.

## Recul des résultats des éleveurs porcins (2)

En 2013, les producteurs de porcs verraient leur RCAI moyen par actif non salarié diminuer de 17 % et s'établir à 38 000 €. Le revenu triennal par actif non salarié se maintiendrait à 39 800 € grâce aux bons résultats de l'année 2012. Le cheptel et la production porcine reculent de nouveau, une compensation partielle se faisant par un alourdissement des carcasses. Malgré

une baisse régulière et continue tout au long de l'année, le prix de l'aliment porcin (mesuré par l'IPAMPA) demeure en moyenne 5 % au-delà de celui de 2012. Les charges d'approvisionnement restent à un niveau très élevé. Sur les huit premiers mois de l'année, les prix payés aux producteurs s'avèrent en moyenne supérieurs à 2012, mais les cours décrochent à partir

de septembre, y compris par rapport aux concurrents européens. Au final, la progression moyenne annuelle des prix se limite à moins de 2 centimes. L'excédent brut d'exploitation (EBE) se réduirait de 8,5 %. Les dotations aux amortissements augmentent et atteignent un degré jamais atteint.

## Un résultat moyen en net repli dans les exploitations avicoles (2)

L'aviculture des Pays de la Loire (2<sup>e</sup> région avicole) est très diversifiée (volailles de chair variées, œufs de consommation ou à couver, foie gras) et présente une production sous label étoffée. En 2013, l'évolution du revenu des aviculteurs diffère grandement selon la nature des productions.

### Un coût d'aliment plus élevé en 2013...

Après avoir continûment progressé depuis janvier 2012, l'indice des prix de l'aliment pour volailles atteint un niveau record en janvier 2013, puis décroît progressivement pour retrouver, fin 2013, l'indice de juin-juillet 2012. Au final, le coût moyen de l'aliment pour volailles excède de 4 % celui de 2012.

### ... en partie compensé par des volailles de chair plus chères...

L'indice des prix à la production des volailles suit la même tendance que celle des aliments. Il culmine au premier trimestre 2013, puis s'érode pour renouer, fin 2013, avec l'indice d'août 2012. Les cotations moyennes sur l'année civile 2013 sont, pour la plupart des volailles (en particulier pour le poulet Label), supérieures à celles de 2012.

### ... mais une chute du prix de l'oeuf tirant les résultats à la baisse

Outre la moins bonne valorisation des céréales, impactant aussi les exploitations avicoles, et la fin des aides à l'export, l'an-

née 2013 est surtout marquée par l'effondrement du prix de l'oeuf lié à l'accroissement de la production consécutif à la mise aux normes des bâtiments d'élevage de poules pondeuses. Sur l'ensemble de l'année, le prix des œufs (à couver et de consommation) chute ainsi de 26 % au total, et de 34 % pour les seuls œufs de consommation. En conséquence, le RCAI moyen des exploitations avicoles se replierait de 36 % en 2013. Le revenu triennal par actif non salarié s'éroderait quant à lui de 10 % pour s'établir à 27 800 €, soit 5 % seulement au-dessus du revenu moyen de la décennie.

## Un revenu réduit de moitié en exploitations grandes cultures

Les conditions climatiques particulièrement pluvieuses et froides jusqu'au printemps 2013 ont été défavorables aux semis des céréales, oléagineux et protéagineux, entraînant une baisse des surfaces et des rendements (-10 %). Cette baisse des volumes n'a pu être compensée par des prix se dépréciant fortement (-20 %) en raison

d'estimations élevées de la production mondiale.

Les charges d'approvisionnement (semences, carburants, engrais et produits de protection des cultures) marquent, quant à elles, une relative stabilité par rapport à 2012.

Il en résulterait un résultat courant avant

impôt par actif non salarié en chute de près de 50 % qui s'établirait à 27 800 € en 2013. Cependant, grâce à la bonne année 2012, le revenu triennal par actif non salarié s'élèverait à 44 800 € maintenant les céréaliers ligériens largement en tête en matière de revenu triennal.

## Des cultures légumières fortement impactées par un premier semestre froid et pluvieux

Si les légumes d'hiver (radis, poireau mâche) tirent globalement leur épingle du jeu grâce à une demande stimulée par les prolongations de l'hiver, les légumes d'été (concombre, tomate et melon) enregistrent, en revanche, de médiocres résultats. Le décalage de production résultant du manque d'ensoleillement du premier trimestre s'avère notamment préjudiciable à la tomate et au melon. Ce dernier entre, dès la mi-août et pour un mois, en situation

de crise conjoncturelle. Du côté de l'horticulture, le bilan n'est pas meilleur : les plantes en pot ont été affectées par la météorologie du printemps et le marché des végétaux d'ornement d'extérieur se replie nettement.

Le chiffre d'affaires moyen des exploitations maraîchères et horticoles régresse ainsi de 2 %, tandis que les charges augmentent significativement. La baisse du revenu est plus marquée chez les horticult-

eurs. Ceci impacte significativement le revenu moyen de l'ensemble des exploitations maraîchères et horticoles en raison de l'importance du secteur horticole en Pays de la Loire.

Au final, le RCAI par actif non salarié s'établirait à 7 900 € soit le plus mauvais résultat des 25 dernières années. Le revenu triennal par actif non salarié s'élèverait quant à lui à 12 100 € soit 58 % en dessous du revenu moyen des dix dernières années.

## De meilleurs prix et une vendange en hausse, bien que moins abondante que prévu

Succédant à la très mauvaise récolte 2012, la vendange 2013, tardive, enregistre une amélioration du volume global. Cependant, les rendements en jus des cabernets se révèlent décevants, impactant ipso facto les récoltes de Cabernet d'Anjou, de vins

effervescents et de vins rouges. Étant donné la faible récolte 2012, les prix des vins se raffermissent nettement en Muscadet et Cabernet d'Anjou mais plus modestement pour les autres appellations.

Au final, le RCAI par actif non salarié

des exploitations viticoles s'améliorerait sensiblement en 2013. Plus conforme à la réalité de la filière viticole, le revenu triennal par actif non salarié s'élèverait ainsi à 23 900 € excédant de 15 % le revenu moyen des dix dernières années.

## Du mieux en arboriculture fruitière

Aux faibles volumes de pommes commercialisés à prix soutenus en 2012, succède une récolte en hausse significative mais

dont les prix sont en repli. Il en résulte, pour ce secteur, une augmentation du revenu par actif non salarié qui devrait at-

teindre, voire dépasser, 10 % par rapport à 2012. Le revenu triennal par actif non salarié s'établirait ainsi à 29 900 €<sup>(3)</sup>

## Des revenus départementaux relativement uniformes

Davantage orientés vers les grandes cultures, les départements de la Sarthe et de la Vendée ont enregistré, en 2012, les meilleurs RCAI par actif non salarié en

raison d'une bonne conjoncture céréalière. En 2013, les exploitations de ces départements accuseraient les plus fortes baisses de revenu du fait de la chute des prix des

céréales et des oléagineux. Leur revenu fléchirait ainsi de plus de 20 %.

Maine-et-Loire et Mayenne verraient leur revenu fléchir, respectivement de 16 % et

2 : pour les exploitations spécialisées en production porcine ou avicole, le calcul du revenu provisoire repose sur l'échantillon national du RICA

3 : l'échantillon régional du RICA est de taille insuffisante pour pouvoir fournir un résultat annuel et l'échantillon national offre un profil trop différent de celui des exploitations ligériennes avant tout productrices de pommes de table.

13 %. Le Maine-et-Loire, affecté par la mauvaise conjoncture horticole, profiterait d'une campagne meilleure en viticulture et en arboriculture et la Mayenne d'une situation laitière plus favorable.

Enfin, plus herbagère, la Loire-Atlantique serait moins impactée par la mauvaise conjoncture céréalière et enregistrerait de ce fait une baisse de revenu plus modeste d'environ 10 %.

Au final, les revenus départementaux affichaient, en 2013, une certaine homogénéité avec un RCAI moyen compris entre 26 000 € et 27 000 € par actif non salarié.

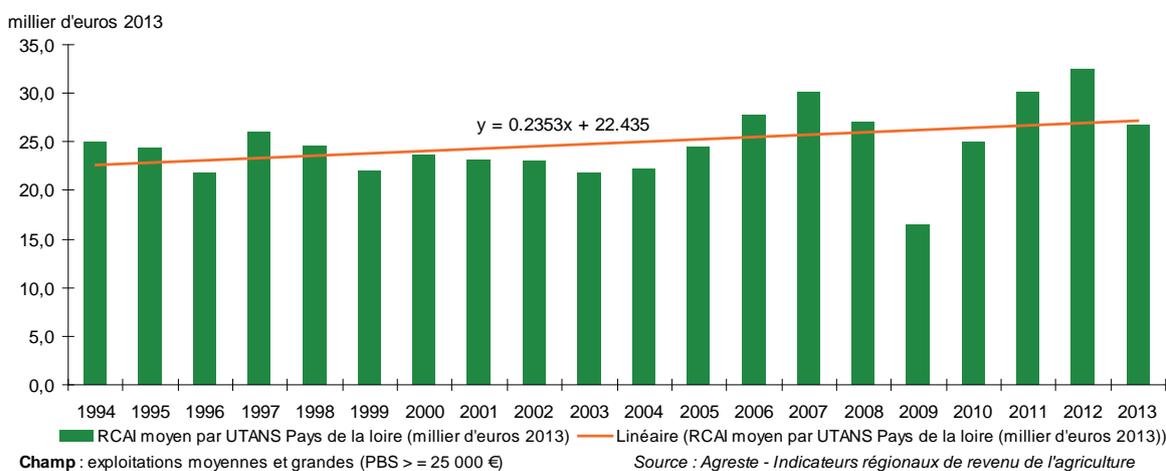
## Sarthe et Vendée accuseraient les plus fortes baisses de revenus en 2013

Résultat courant avant impôts par actif non salarié  
(RCAI par UTANS) en euros ; valeurs 2013

	2009	2010	2011	2012	2013 provisoire	Evolution RCAI moyen par Utans (%) 2013/2012
<b>Pays de la Loire</b>	<b>16 500 €</b>	<b>25 100 €</b>	<b>30 200 €</b>	<b>32 500 €</b>	<b>26 700 €</b>	<b>- 17,8</b>
Loire-Atlantique	16 400 €	23 200 €	28 500 €	29 500 €	26 400 €	- 10,5
Maine-et-Loire	15 900 €	21 800 €	27 400 €	31 000 €	26 000 €	- 16,1
Mayenne	15 900 €	26 100 €	31 800 €	31 100 €	26 900 €	- 13,5
Sarthe	16 200 €	26 800 €	32 100 €	34 800 €	26 900 €	- 22,7
Vendée	16 200 €	25 300 €	30 400 €	33 000 €	26 000 €	- 21,2

Source : Agreste - Indicateurs régionaux de revenu de l'agriculture

## L'évolution moyenne annuelle du RCAI par Utans depuis 20 ans est de 0,9 % en Pays de la Loire, en euros constants



## Un système d'information sur les revenus fondé sur le Rica

Les indicateurs de revenu agricole présentés ici permettent d'analyser les résultats économiques annuels des exploitations agricoles moyennes et grandes en France métropolitaine, en niveau et en évolution. Ils sont déclinés au niveau national selon la spécialisation productive des exploitations (orientation technico-économique – OTEX) et, au niveau régional et département, selon les principales OTEX de chaque région.

Ces indicateurs sont établis par le Service de la statistique et de la prospective (SSP) et les services régionaux en charge des statistiques (SRISE) dans les Directions régionales de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt. Ils s'appuient sur les résultats du Réseau d'information comptable agricole (Rica) qui constituent la référence pour les années passées. Le RICA recueille, en Pays de la Loire, les informations comptables d'environ 500 exploitations. Les résultats du Rica relatif à l'année N n'étant connus qu'à la fin de l'année N+1, les résultats de la dernière année (2013 ici) sont estimés sur la base des indicateurs conjoncturels disponibles, appliqués aux données du Rica de l'année précédente.

Ces estimations sont par nature fragiles. En effet, le résultat comptable étant un solde, son évolution est très sensible aux variations de la valeur de la production et des charges (ainsi, une baisse de 1 % de la valeur de la production de l'ensemble des exploitations entraîne toutes choses égales par ailleurs une baisse de 4 % du RCAI). En période de fortes fluctuations des volumes ou des prix des productions ou des consommations intermédiaires (engrais, alimentation animale notamment), les risques de révisions des revenus, à la hausse comme à la baisse, entre deux exercices sont plus importants. Il est par ailleurs difficile d'anticiper avec précision la façon dont les évolutions conjoncturelles seront en fine retracées dans les comptabilités agricoles du Rica. D'une part, les comportements économiques s'adaptent aux conditions spécifiques de chaque campagne. D'autre part, les comptabilités agricoles sont pour une large part arrêtées avant la fin de la campagne de commercialisation dans certaines orientations (COP notamment). Des révisions assez importantes des revenus de l'année N peuvent ainsi être observées en décembre N+1, lorsque les données du Rica sont disponibles.

L'indicateur permettant d'approcher le résultat d'activité des entreprises agricoles utilisé est le résultat courant avant impôts (RCAI), par actif non salarié (UTANS). Ce résultat comptable est calculé à partir de la valeur de la production, augmentée des subventions, à laquelle on retire les consommations intermédiaires et toutes les autres charges (salaires, impôts fonciers, frais financiers...), ainsi qu'une estimation de la dépréciation des actifs immobilisés. Les évolutions sont calculées en termes réels, c'est-à-dire nettes de l'évolution du prix du PIB. Dans le commentaire, par simplification, on utilise indifféremment les termes « résultat courant avant impôts », « résultat » et « revenu ».



Direction régionale de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire  
Service régional de l'information  
statistique et économique  
5 rue Françoise Giroud - CS 67516 - 44275 NANTES cedex 2  
Tél. : 02 72 74 72 40 - Fax : 02 72 74 72 79  
Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr  
Site internet : www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Vincent Favrichon  
Directrice de la publication : Patricia Bossard  
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Coutard  
Rédaction : pôle « synthèses et valorisation des données »  
Composition : B. Guy  
Impression : SRISE à NANTES  
Dépôt légal : à parution  
ISSN : 1956 - 7499  
Prix : 2,50 €